

LETTRE OUVERTE A LA FRANCE ET AUX FRANCAIS

L'idée émise d'organiser un débat national sur l'Islam, sur fond de laïcité, comme prétexte et vecteur porteur, motivent notre opposition ferme et déterminée à ce projet :

Cette initiative, à la fois inopportune, actuellement, au plan politique et sectaire au plan moral et éthique, nous apparaît clairement comme une tactique dont le dessein serait de drainer ou de capter une certaine frange de l'électorat français. Mais le résultat effectif et final sera la stigmatisation de l'Islam, outre une évasion politique de nombreux concitoyens vers le parti de l'extrême droite.

C'est pourquoi, nous sommes indignés par cette instrumentalisation de notre religion, par l'UMP, à des fins bassement électoralistes mais qui aboutira à faire de l'Islam la substance du fonds de commerce politique du F.N.

Ouvrir, aujourd'hui, un débat sur l'Islam de manière aussi lâche et hypocrite en utilisant la laïcité comme bouclier afin de dénoncer les musulmans français comme « bouc émissaires » est une manœuvre ignoble qui déshonore non seulement ses auteurs mais aussi la France entière. Ce faisant, l'âme profonde et le génie politique intégrateur du peuple français seront souillés, de façon indélébile, par des « apprentis sorciers » adeptes du bonneteau politique et sentinelles vigilantes de leurs carrières personnelles.

Le projet de débat annoncé est ressenti par l'immense majorité des musulmans français comme une perfidie à l'endroit de notre Pays dont la fracture sociale risque de se creuser davantage, jusqu'à menacer la paix sociale et l'unité nationale. Cela étant, il est impossible de ne pas voir dans cette intrigue une indicible volonté de nuire aux musulmans en commettant un « meurtre politique » et un « assassinat médiatique » contre la première minorité et la deuxième religion du pays. Est-ce une fatalité de semer en France, les germes de la division et du déclin au lieu de renforcer les liens entre les différentes spiritualités?

Mettre en œuvre une telle idée aussi démentielle pour diaboliser l'Islam ne saurait être analysé que comme un véritable acte de guerre sous forme de « terrorisme intellectuel », contre une composante nationale irréfragable alors qu'elle devrait être soigneusement préservée au même titre que le Christianisme et le Judaïsme, considérés « eux » comme les enfants légitimes de la République dont le mythe égalitaire demeure, à la fois virtuel, sélectif et inique.

Méditons profondément cette leçon historique universelle, à savoir que l'excès d'injustice entraîne inéluctablement la révolte ou l'insurrection. « Le printemps arabe » en est le plus récent exemple concret.

Si un débat doit être organisé, il devra concerner les trois religions. En effet au nom de quel principe l'islam devrait être le seul à avoir vocation à être exposé à une médiatisation qui finira par apparaître comme une manipulation en vue d'une exploitation politique et électorale.

Pourtant, les musulmans français n'ont pas démerité de la Nation, qu'ils ont défendue, chérie, et à laquelle ils ont constamment exprimé attachement, loyauté et abnégation, arrosant de leur sang le sol métropolitain, allant jusqu'au sacrifice suprême pour préserver la liberté et la dignité donc l'honneur de la France. Ce faisant, ils appartiennent indiscutablement au peuple français pour avoir participé à son Histoire et font ainsi partie intégrante de l'identité française.

Par ailleurs, la civilisation arabo-berbéro musulmane a fait des apports décisifs à toute l'Humanité dans divers domaines notamment en philosophie astronomie, sciences techniques et naturelles, droit, mathématiques, physique, architecture, médecine...

Compte tenu de tout cela, les musulmans français ont gagné un droit de cité irrévocable. Georges CLEMENCEAU ne disait il pas, il y a près d'un siècle: « Ces gens ont des droits sur nous ».

De ce fait, les musulmans français et leur religion, l'Islam appartiennent définitivement à l'Histoire de notre pays qui est leur unique communauté de destin. Ils font, désormais partie de notre héritage commun islamo-judéo-chrétien de la France. Seuls les gens d'absolue mauvaise foi et les indigents culturels oseront contester cet état de fait!! Sauf à renier notre passé dont le général de Gaulle disait: « Une nation qui oublie son passé ou le trouve pesant est une nation qui perd son âme ».

Où sont donc reléguées toutes les valeurs morales éthiques, spirituelles, humanistes et universelles qui avaient contribué à la grandeur de la France, à sa singularité et à son rayonnement dans le monde ?

Enfin, concernant la laïcité, gardons nous de faire de l'idéologie en cette matière afin d'éviter le piège du dogme car il est clair que cette notion ne saurait être érigée en nouvelle religion.

IL n'est pas inutile de rappeler, dans ce contexte, que par un effet de l'Histoire de France, le mot laïc est couramment employé par opposition au mot religieux. Or, dérivé du grec « laikos » le mot laïc était un terme choisi par les premiers chrétiens pour désigner un membre ordinaire de la communauté chrétienne par opposition à celui qui était investi d'une charge.

Le laïc est donc un chrétien qui n'est ni prêtre, ni diacre, ni Évêque. D'ailleurs dans le langage ecclésiastique, et depuis le concile Vatican II, on parle de « laïcat » pour désigner l'ensemble des chrétiens non ordonnés. Cette approche linguistique montre bien que la laïcité est en fait un mot étymologiquement substitué qui a reçu une connotation idéologique pour alimenter un combat politique et culturel.

C'est pourquoi, il nous faut poursuivre et achever notre « aggiornamento culturel » afin de réussir l'indispensable réforme des mentalités et la rénovation de notre regard sur les religions.

Nous percevons déjà, depuis plusieurs décennies, l'inéluctabilité d'une large réflexion débouchant sur une autre vision du monde et reposant à la fois sur une forme « d'écologie sociale » et une nouvelle conception de l'être, car le système « césaro-papiste » imaginé en 1905 constitue, désormais, le meilleur paradigme des anachronismes socioculturels.

Pour maintenir et renforcer notre cohésion sociale dans l'intérêt supérieur du pays nous adressons à tous ceux et celles qui aspirent à nous gouverner, une invitation à pratiquer la clairvoyance, cette alchimie politique mais aussi denrée rare, qui repose sur un principe d'évolution sociale permettant de construire le futur.

Enfin, méditons cette pensée éminemment profonde du Père TEILHARD de CHARDIN: « L'avenir est entre les mains de ceux qui peuvent proposer aux générations de demain des raisons valables de vivre et d'espérer. »

Le 11 mars 2011

Les premiers signataires :

- **Embarek KARI** Juriste linguiste consultant international Paris,
- **Kamel KABTANE** Recteur de la Grande Mosquée de Lyon,
- **Jihade BELAMRI** Chef d'Entreprise militant associatif Lyon,
- **Abdenour AIN-SEBA** Gérant de Société Lyon,
- **Mohamed LANOUAR** Avocat Associé Paris,
- **Omar TIBOURTINE**, Médecin PH en anesthésie-Réanimation Paris,
- **Zohra Abderrahmane** Expert comptable Commissaire aux comptes membre du Comité Economique et Social Régional Rhône-Alpes,
- **Mahdjoub BENTEBRIA** Economiste consultant international Paris,
- **Malika MAMACHE** Journaliste Reporter Paris,
- **Nadjette DERRADJ** Cadre administrative Paris
- **Dr Bakary SAMBE** *European Foundation for Democracy* Brussels
- **Fateh KIMOUCHE** administrateur du site El Kanz
- **Kheira Naman-Derkaoui** , ingénierie sociale, Marseille.
- **Nurdan MARTINET** Chef d'entreprise